TRIBUNAL JUDICIAIRE
D'AIX EN PROVENCE

N°

JUGEMENT DU :

CHECOCOM GENERAL

19 Juillet 2021

DEMANDERESSE

ROLE : N° RG N° Portalis

S.A. SOCIETE GENERALE,

immatriculée au RCS de PARIS sous le n° ... dont le siège social est sis - 75009 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

AFFAIRE :

représentée par Maître S R ... avocats au barreau d'AIX-EN-PROVENCE

**S.A. SOCIETE
GENERALE**

DEFENDEUR

C/

Monsieur J-P C

né le à MARSEILLE (13), de nationalité française, demeurant

J-P C

représenté par Maître Jean-Didier KISSAMBOU M'BAMBY de la SELARL SELARLU JDK-AVOCAT, substitué par Maître PROST, avocats au barreau d'ALPES DE HAUTE-PROVENCE

GROSSE(S) délivrées(s)
le 19.07.2021

COMPOSITION DU TRIBUNAL

à

Maître S R Maître Jean-Didier KISSAMBOU
M'BAMBY

Lors des débats :

COPIE(S) délivrée(s)
le 19.07.2021

**PRESIDENT : Monsieur JAMET Eric, Vice-Président
Statuant à juge unique**

à

Maître S R Maître Jean-Didier KISSAMBOU
M'BAMBY

A assisté aux débats : Madame ORIEUX, Greffier

DEBATS

A l'audience publique du 14 Juin 2021, l'affaire a été mise en délibéré au 19 Juillet 2021, avec avis du prononcé du jugement par mise à disposition au greffe

JUGEMENT

**contradictoire, en premier ressort,
prononcé publiquement par mise à disposition au greffe
signé par Monsieur JAMET Eric, Vice-Président
assisté de Madame ORIEUX, Greffier**

EXPOSE DU LITIGE

Madame B ...C.. née V..., Monsieur J-P C, son époux, et Monsieur ... ont créé la SARL ... ayant pour objet l'exploitation et la gestion de salles ou club de fitness et de bien-être. Chaque associé possédait 700 parts selon les statuts signés le 4 juillet 2012.

Le 22 février 2013, la Société Générale a consenti un prêt de 184 630 euros remboursable en sept ans, avec un taux fixe de 3,60 % l'an, à la SARL ... représentée par sa gérante, Madame B...C...

Par acte sous seing privé intitulé « cautionnement solidaire par une personne physique garantissant 50 % d'une obligation déterminée durée déterminée » du 22 février 2013, Monsieur J-P C..., se portait caution solidaire de la SARL ..., dans la limite de la somme de 120 009 euros, pour une durée de neuf années. Madame C...était caution dans les mêmes conditions.

Suite à une assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2013, la SARL se ...transformait en SAS ...

Suite au jugement d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire, après un redressement judiciaire en 2015, concernant la société ... par le tribunal de commerce d'Avignon le 1^{er} mars 2017, la Société Générale a adressé le 20 mars 2017 à Maître C.. R..., liquidateur judiciaire, une déclaration de créance.

Le 06 octobre 2020, Maître RI., pris en sa qualité de liquidateur judiciaire de la SAS ..., a délivré à la Société Générale un certificat d'irrecouvrabilité portant sur la totalité de la créance admise, soit la somme de 171 316,14 euros.

Par acte délivré le 19 décembre 2019, la Société Générale (la banque) a fait assigner Monsieur JP C devant le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, aux fins suivantes :

- le condamner à lui payer la somme de 101 032,40 euros, outre intérêts contractuels au taux de 7,6 %, à compter du 12 juillet 2019 jusqu'à parfait paiement, en sa qualité de caution solidaire de la société,
- prononcer la capitalisation des intérêts,
- le condamner à lui payer la somme de 1 500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, outre les dépens,
- prononcer l'exécution provisoire de la décision.

Dans ses dernières conclusions, notifiées par voie électronique, qui seront visées, la Société Générale confirme ses prétentions et porte sa demande au titre des frais irrépétibles à la somme de 2 000 euros.

Dans ses dernières écritures, notifiées par voie électronique, auxquelles il convient de se référer, reprochant à la banque d'avoir manqué à son obligation de mise en garde et de lui avoir fait signé un acte de cautionnement disproportionné, Monsieur J-P C... conclut ainsi :

- débouter la Société Générale de ses demandes,
Reconventionnellement,
 - condamner la Société Générale au paiement de dommages et intérêts à hauteur de l'engagement de caution devant se compenser avec les sommes réellement dues,
 - condamner la Société Générale à payer à Monsieur C...une somme de 3 000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, outre les dépens,
- A titre subsidiaire :
- ramener le taux d'intérêt au taux d'intérêt légal à compter de la signification du jugement à intervenir,
 - dire n'y avoir lieu à capitalisation,
 - accorder à Monsieur C... les plus larges délais de paiement par 24 versements mensuels,
 - dire n'y avoir lieu à exécution provisoire, ni à condamnation sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

L'ordonnance de clôture est datée du 22 mars 2021, avec effet différé au 23 avril 2021.

MOTIFS

L'article L 332-1 du code de la consommation prévoit qu'un « créancier professionnel ne peut se prévaloir d'un contrat de cautionnement conclu par une personne physique dont l'engagement était, lors de sa conclusion, manifestement disproportionné à ses biens et revenus, à moins que le patrimoine de cette caution, au moment où celle-ci est appelée, ne lui permette de faire face à son obligation. »

La Société Générale verse aux débats deux courriers adressés à Monsieur J-P C..., qui relève, à juste titre, qu'aucun accusé de réception n'est produit :

- lettre datée du 21 mars 2017 mentionnant que a fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire en date du 01 mars 2017, ce qui a rendu les engagements exigibles, et le mettant en demeure de lui adresser sous huit jours la somme de 85 825,01 euros, soit 50 % des sommes dues,
- lettre datée du 30 novembre 2018 rappelant la liquidation judiciaire de la société ...et mettant en demeure Monsieur J-P C de lui régler, sous huit jours, la somme de 91 056,65 euros.

La Société Générale ne produit aucun document de nature à établir sa connaissance du patrimoine et des revenus de Monsieur C... à l'époque de son engagement de caution.

Monsieur C... était associé de la société, dont il était caution, et directeur général comme l'autre associé, Madame C... étant présidente, selon les statuts signés le 01 octobre 2013, soit postérieurement au prêt en cause. Ainsi, à la date du prêt, Monsieur C...n'était qu'associé, époux de la gérante, avec laquelle il était marié sous le régime de la séparation de biens. Cet état marital ne le transformait cependant pas en « caution avertie » à la date à laquelle il s'était engagé en qualité de caution solidaire. En conséquence, la banque restait tenue de l'ensemble de ses obligations à son égard. Par ailleurs, selon le projet de plan de redressement en novembre 2015, il apparaissait que Monsieur C.... n'avait plus de fonction dans la société, sans que la date de la cessation de sa fonction soit connue.

Monsieur C... verse aux débats la première page de son avis d'impôt sur le revenu pour les revenus de 2009, pièce trop ancienne pour permettre de connaître sa situation à l'époque de son engagement. Il communique également un tableau d'amortissement pour un prêt Crédit Mutuel du 3 décembre 2010 entre le Crédit mutuel et la pour un montant total de 120 000 euros, sans que les liens entre cette société et lui-même soit explicité. Il justifie qu'il a divorcé de Madame V...suivant un jugement du 26 janvier 2018. Il était alors au chômage et devait percevoir environ 1 200 euros par mois. Il était embauché comme préparateur de commandes en contrat à durée indéterminée le 18 juin 2018 moyennant un loyer brut de 1 498,50 euros. Depuis le 01 août 2019, il est locataire avec un loyer mensuel de 880 euros, charges comprises, APL inconnue à déduire.

En l'absence de toute pièce de la banque de nature à établir qu'elle avait sollicité le minimum de renseignement sur la situation de Monsieur C... il apparaît que la Société Générale a méconnu ses obligations élémentaires en lui demandant d'être caution solidaire, comme son épouse, d'une somme de 120 009 euros, sans avoir pris la moindre précaution pour connaître l'état de son patrimoine et de ses revenus. En conséquence, comme l'indique la Société Générale, il s'agit là d'une perte de chance constituant un préjudice distinct. Cette perte de chance sera évaluée à la somme de 90 000 euros, somme dont la compensation sera ordonnée avec le montant, non discuté, auquel Monsieur C... est tenu du fait du cautionnement signé.

Il restera donc à la charge de Monsieur C.... à payer la somme de 11 032,40 euros.

Aux termes de l'article 1343-5 du code civil, « le juge peut, compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, reporter ou échelonner, dans la limite de deux années, le paiement des sommes dues.

Par décision spéciale et motivée, il peut ordonner que les sommes correspondant aux échéances reportées porteront intérêt à un taux réduit au moins égal au taux légal, ou que les paiements s'imputeront d'abord sur

le capital.

Il peut subordonner ces mesures à l'accomplissement par le débiteur d'actes propres à faciliter ou à garantir le paiement de la dette.

La décision du juge suspend les procédures d'exécution qui auraient été engagées par le créancier. Les majorations d'intérêts ou les pénalités prévues en cas de retard ne sont pas encourues pendant le délai fixé par le juge. »

Au vu du montant restant dû par le débiteur après compensation, des négligences de la banque, du taux d'intérêt très important réclamé et de la situation professionnelle de Monsieur C..., il sera octroyé à ce dernier un délai de vingt quatre mois pour régler sa dette, à compter de la signification du présent jugement. Le taux d'intérêt sera fixé au taux d'intérêt légal jusqu'au parfait paiement de la dette, avec effet à compter de la date de l'assignation, dès lors qu'aucun accusé de réception antérieur n'est produit.

La demande de capitalisation des intérêts sera également rejetée.

L'exécution provisoire sera ordonnée.

Les demandes sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile seront rejetées. Monsieur C... supportera la charge des dépens.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement par mise à disposition au greffe, contradictoirement et en premier ressort ;

Juge qu'en ne justifiant d'aucun dossier sur la situation de Monsieur C... antérieurement à son acte de caution, la Société Générale a manqué à ses obligations à l'égard d'une caution non avertie ;

Condamne la Société Générale à verser à Monsieur C... la somme de quatre vingt dix mille euros à titre de dommages et intérêts au titre de la perte de chance ;

Ordonne la compensation avec la somme non contestée de 101 032,40 euros due par Monsieur C... à la Société Générale au titre de l'acte de cautionnement signé par lui ;

Condamne Monsieur J-P C... à verser à la Société Générale la somme de onze mille trente deux euros quarante centimes, avec intérêts au taux légal à compter du 19 décembre 2019,

Dit que Monsieur C... pourra verser la somme due en vingt quatre versements mensuels, à compter de la signification du présent jugement ;

Rejette les autres prétentions ;

Ordonne l'exécution provisoire ;

Rejette les demandes sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

Condamne Monsieur J-P C...aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par la chambre économique et commerciale générale du tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence la minute étant signée par :

LE GREFFIER

LE PRESIDENT